

## 29 mai, un non de résistance porteur d'espoir !

Dès octobre 2004 alors que le "non" était à 30 % dans les sondages, Savigny Égalité invitait Marc Dolez, député, Premier Secrétaire de la fédération du Nord du parti socialiste, ardent partisan du rejet de la constitution européenne, et faisait publiquement connaître sa position.

Ce fut le début d'une campagne dont on peut dire qu'elle nous a mis au cœur de la bataille pour barrer la route à la conception que nous combattons depuis toujours d'une Europe libérale et anti-démocratique.

Le "non" l'a emporté à Savigny, malgré la position de la section locale du parti socialiste (qui a voté à l'unanimité pour la constitution giscardienne lors du referendum interne) et la venue du ministre Copé et d'un ambassadeur, invités par le député maire UMP. Nous avons la faiblesse de penser qu'il nous revient une part importante de ce succès : plus de 4000 affiches, des dizaines

de milliers de tracts, deux réunions publiques dont celle rassemblant 250 personnes, organisée le 24 mai dernier par le comité Viry-Savigny, en présence de Gabriel Amard membre fondateur avec Jean-Luc Mélenchon de «Pour la République Sociale» (PRS).

Aujourd'hui, une politique alternative de rupture fondée sur un programme républicain et social à partir d'une union de toutes les gauches et dans lequel se reconnaîtraient des millions de votants du "oui" qui veulent aussi mettre fin aux multiples réformes anti sociales commanditées par le MEDEF et Bruxelles et mises en musique par la fausse gauche et la vraie droite, est possible.

Ce sera mettre hors course les populismes de tous bords et renouer avec la France des Lumières et du Progrès Social.

**Pascal Chanoux**



Le 24 mai 2005, 250 personnes participaient au meeting du "non" à Salle des Fêtes de Savigny.

**Patrice Wrzesinski**, vice-président de Savigny Égalité



## Jean Estivill président de Savigny Égalité ouvre le débat pour Initiative Républicaine...



**Gabriel Amard**

Maire de Viry-Chatillon, Conseiller Général (PRS)

**Claude Vasquez**

Maire de Grigny, Conseiller Général (PCF)

Chers citoyens. J'emploie ce terme expressément parce qu'en vous réunissant tous ici ce soir, que vous votiez OUI, que vous votiez NON, vous êtes en train de déjouer le scénario d'une démarche éminemment anti-démocratique dont le referendum devait être le cache-sexe. Ces messieurs nous proposent de nous prononcer sur un texte — 448 articles, 36 protocoles, 2 annexes, 50 déclarations — illisible que nous soyons ouvriers ou universitaires. Ce qu'ils souhaitent c'est qu'on vote les yeux fermés, ça veut dire tout simplement qu'ils nous méprisent, qu'ils méprisent le peuple souverain. Cette constitution n'étant pas faite pour être lue, mais pour être votée, entendons ratifiée, voilà leur conception de la démocratie...



Comme dans des milliers de villes et de quartiers les Français se réapproprient la politique.

### Budget communal et autofinancement

#### Billet d'humeur à propos du conseil municipal du 26 mai 2005 : « M. Estivill, vous êtes têtù ! »

L'interjection du Maire, fait suite au refus de l'opposition de la gauche républicaine d'approuver une décision modificative du budget qui reprenait la logique du budget 2005 qu'elle n'avait pas voté.

Nous sommes bien désolé de déplaire à M. le Maire. Il déclare au conseil municipal qu'il se trouve des convergences avec les élus socialistes qui eux se seraient selon lui (les votes lui donnent raison) raliés à sa position sur l'auto-financement.

Cela n'est pas pour nous étonner. Nous l'écrivions dans notre programme municipal en 2001. Nous y dénoncions le recours systématique à l'autofinancement et déjà les dites convergences sous le titre « blanc bonnet et bonnet blanc ».

En effet dans une période où les taux d'intérêt sont très bas, les collectivités locales si elles ont une conception dynamique de leur gestion et veulent préparer l'avenir, doivent emprunter. M. le Maire évoque pour défendre sa position le sur-endette-

ment des familles. Cela n'a rien à voir ! D'une part emprunter ne signifie pas obligatoirement se sur-endetter et d'autre part une commune peut et doit étaler l'effort demandé à ses administrés sur plusieurs générations. Le contraire, c'est s'interdire des réalisations éminemment nécessaires et réduire les services auxquels leurs impôts leur donnent droits (3 millions d'euros de fonctionnement en moyenne). Nous refusant à sa logique, nous avons eu le droit lors des derniers conseils municipaux aux commentaires de M. le Maire : « M. Estivill, vous êtes têtù ! ».

Et oui ! Aussi têtù quand nous défendons notre politique que lorsqu'il défend la sienne. Il s'agit d'une vision globale de la politique communale. Si elle souffre la polémique, elle mérite surtout le débat. M. le Maire qui, de manière régulière, interpelle à longueur de conseil municipal à ce sujet la gauche républicaine parce qu'elle refuse, contrairement à la gauche plurielle de le suivre, devrait l'ad-

mettre. Sa politique n'est pas la nôtre et nos votes — faudrait-il s'en excuser ? — traduisent cette opposition.

Alors oui, nous sommes têtus. Autant qu'on peut l'être quand on a des convictions et qu'on est fidèle à un programme. Et si nous pensons que l'autofinancement peut être utile de manière ponctuelle, il ne doit pas être érigé en dogme comme il le fait.

Quant à l'ensemble de ses propositions, nous les examinons honnêtement. Qu'elles figurent ou non dans notre programme, si elles sont bonnes, nous les votons. Cela ne change rien à la question centrale. Nous persistons et signons : la politique communale de l'actuelle majorité laisse Savigny au bord du chemin de la modernisation. Le recours excessif à l'autofinancement est le corollaire de cette frilosité et de cet immobilisme.

Il fait bon vivre à Savigny ? Sans doute !... Mais pour combien de temps ?

« Ceux qui disent "non" seraient xénophobes et anti-européens et illettrés aussi. Mensonges et insultes sont révélateurs : ce qui devait être une simple formalité, un petit "oui" sur grand fond d'abstention, devient tout autre. 1000 comités locaux pour le "non" se mettent en place, les citoyens se saisissent du débat et le "non" tient bonne place en tête des sondages. Ces beaux messieurs ont désormais peur pour les grands intérêts qu'ils servent et qui ne sont pas les nôtres. Oui, le peuple est de retour. C'est bon signe pour la démocratie, pour l'Europe, c'est la meilleure garantie pour la Paix des Nations. ».

**Jean Estivill**,

le 20 mai 2005 (tract de PRS)